

Débat citoyen de Poule les Echarmeaux – 13 Mars 2019

La réunion était organisée par des citoyens.

Elle s'est tenue dans la salle du conseil municipal de la mairie.

21 personnes ont assisté.

1. Organisation de l'état et services publics

- Remettre en service les trains et/ou les arrêts de train sur les petites lignes et les lignes abandonnées.
- Privilégier le maintien / maintenir les écoles maternelles et primaires dans les petits villages.
- Réaffecter les budgets pour mettre en place des services de soins de proximité de qualité.
- Fournir les moyens d'action suffisants à la justice et à la police pour qu'elles assurent leur rôle et redeviennent crédibles dans leurs actions.
- Ne pas privatiser les services publics. Oublier la notion de rentabilité des services publics. Le service public n'a pas vocation à être rentable.
- Permettre la transparence dans la gestion des fonds publics, et plus particulièrement dans les cas de sous-traitance au privé et de partenariat public/privé.
- Revoir les règles de répartition des moyens en services publics pour les petits villages par rapport aux villes. Ne pas seulement tenir compte du nombre d'habitants et faire en sorte que les dotations soient proportionnellement plus importantes pour les petits villages.
- Travailler sur le millefeuille administratif pour supprimer les duplications de compétences.
- Favoriser l'aide à domicile pour le maintien des personnes âgées chez elles (toutes ne peuvent ou ne veulent pas financer leur accès aux EHPAD).
- Simplifier les procédures juridiques et administratives pour monter des projets dans les zones rurales (structures alternatives, écoles, exploitation des terres, ...).
- Développer l'usage d'internet pour faire des économies de structure administrative des services publics.
- Rendre les fonctionnaires responsables de leur dossier de A à Z lors du premier contact pour éviter les étapes insupportables de renvoi d'un service à l'autre, avec perte de temps et d'efficacité.

2. Fiscalité et dépenses publiques

- Tout le monde devrait payer un impôt, même minimal pour renforcer la conscience civique.
- Rééquilibrer / Réduire l'échelle des salaires (baisser les hauts salaires pour remonter les plus bas.)
- Supprimer les rentes et les avantages à vie des anciens politiciens.
- Réviser les salaires des hauts fonctionnaires pour éviter les excès.
- Réduire la TVA sur les produits de première nécessité, équilibrer en augmentant celle sur les autres produits (nécessairement pour le luxe).
- Réajuster les règles de droits de succession pour limiter les prélèvements sur la transmission des petits patrimoines.
- Faciliter l'accès à une information complète et détaillée de l'utilisation des impôts.

- Légiférer et encadrer la flexibilité et le travail précaire pour éviter les sous emplois subis.
- Légiférer pour empêcher les abus de recours aux travailleurs détachés (dumping des salaires), un travail en France doit être rémunéré de la même manière pour tous, quelle que soit sa nationalité et son pays d'origine dans l'Europe.
- Développer et renforcer les moyens de lutte contre l'évasion fiscale.
- Favoriser, encourager les démarches de recours aux aides sociales existantes.
- Réévaluer les retraites les plus faibles pour assurer un niveau de SMIC au minimum.
- Envisager un modèle de répartition des retraites en limitant les retraites élevées pour réhausser les retraites les plus faibles.
- Dégager des budgets en diminuant les dépenses liées à l'armée pour ne pas maintenir un potentiel futur de guerre.
- Taxer l'activité des GAFAM

3. Transition écologique

- Restaurer l'ISF et la supprimer pour les contribuables qui font la preuve d'investissements dans la transition écologique.
- Taxer le kérosène pour limiter l'usage des transports aériens.
- Taxer le fuel des bateaux pour limiter les transports maritimes inadaptés.
- Rééquilibrer les dépenses de la SNCF pour développer et prioriser le ferroutage et la remise en exploitation des petites lignes.
- Développer les transports fluviaux (urbains et de marchandises).
- La transition écologique doit être de la responsabilité directe du premier ministre.
- Annoncer, publier les perspectives et le programme du gouvernement pour l'après pétrole.
- Favoriser les productions locales d'électricité et la mise en place de solutions locales de déplacement (parc municipal de voitures électriques, regroupement d'usagers, diffusion du covoiturage, ...).
- Harmoniser les règles de production et d'attribution du label « Bio » pour supprimer les concurrences déloyales à l'intérieur de l'Europe.
- Le label « Bio » devrait intégrer des facteurs écologiques et sociaux (limitation des transports, production locale, réduction des emballages, niveau de salaire, ...)
- Imposer la consommation de produits « Bio »
- Interdire les pesticides
- Fournir les informations de l'utilisation des taxes sur les énergies fossiles (gaz, fuel, électricité, essence, ...) pour permettre de vérifier qu'elles sont effectivement utilisées pour la transition énergétique.
- Mettre en place une collecte et un recyclage communal des déchets verts pour éviter les transports individuels jusqu'aux déchetteries.
- Réinstaurer l'usage de la consigne pour limiter les emballages inutiles.
- Obliger les fabricants à récupérer et recycler leurs emballages.
- Rendre obligatoire la prise en charge gratuite des réparations (pas le remplacement) des appareils par les fabricants pendant 5/10/20 ans pour supprimer l'obsolescence programmée.
- Ne pas autoriser le lancement ou l'évolution de matériels qui sont injustifiables au vu de leur durée d'usage (par exemple, l'obligation de changer de chargeur de téléphone à cause du changement de prise USB).

- Engager toutes les actions possibles et imposer des mesures pour réduire les consommations d'énergie.
- Imposer des mesures pour limiter le gaspillage alimentaire

4. Démocratie et citoyenneté

- Droit de vote obligatoire et en semaine
- Intégrer le vote blanc – pas les votes nuls - dans le décompte des voix. Une élection n'est pas validée si le score n'atteint pas 50% des suffrages exprimés.
- Instaurer une structure gouvernementale disposant d'un droit de veto sur les lois non conformes aux intérêts écologiques à long terme.
- Instaurer un conseil de surveillance de nos élus et de notre président en charge de rendre compte que les engagements électoraux sont effectivement appliqués. Cette structure serait constituée de citoyens tirés au sort pour une durée déterminée pour éviter les préoccupations électoralistes de court terme et l'influence des lobbys.
- Restaurer, renforcer, rappeler les fondements de l'instruction civique et républicaine dans les écoles.
- Inéligibilité à vie ainsi qu'impossibilité de toute fonction publique (y compris dans les divers conseils et comités de la République) pour tout élu reconnu coupable d'un délit.
- Autoriser le cumul d'un mandat local et national pour favoriser la prise en compte des préoccupations locales au niveau national.
- Mettre en place des instances citoyennes locales représentatives pour émettre des avis et propositions (membres tirés au sort sur une base de volontaires représentatifs de la population).
- Mettre en place des votations directes comme en Suisse pour redonner une parole au peuple.